

---

## Les questions actuelles de la révolution nationale en Afrique et en Asie

Intervention au nom de la Délégation de l'U.N.F.P.  
à la III<sup>e</sup> Conférence de la Solidarité  
des Peuples Afro-Asiatiques,  
à Moshi, Tanganyika, 4-11 février 1963.

Je me propose, au cours de ma brève intervention, de vous livrer quelques commentaires au sujet des tâches immédiates, et à plus long terme, qui attendent notre Organisation de la Solidarité des Peuples Afro-Asiatiques.

Le rôle de notre Conférence après avoir dressé le bilan de nos différentes activités passées, individuelles en tant que membres ou collectives dans les différents organismes relevant de notre mouvement, après avoir procédé à l'analyse de la conjoncture politique dans laquelle doit se dérouler notre action, c'est de tracer les lignes d'action et de définir les objectifs précis qui découlent de l'analyse.

Notre rôle ne saurait se limiter à une réaffirmation des principes généraux qui figurent en tête de notre constitution et qui marquent pour toujours la volonté commune de nos peuples de mener à bien la lutte anti-impérialiste jusqu'à la disparition de toute forme de domination étrangère et l'édification dans nos pays d'une société juste, prospère et humainement supérieure.

**Nous constatons un dangereux reflux.**

Depuis que ces principes ont été proclamés, l'action opiniâtre de nos masses les a inscrits dans la réalité par les victoires éclatantes.

tantes remportées sur le système colonial, et par l'accession de nombreux pays frères à l'existence nationale et à une participation à la vie internationale.

Notre optimisme révolutionnaire et notre confiance totale dans l'issue finale de la lutte anti-impérialiste ne doivent pas nous empêcher cependant de constater et d'analyser avec lucidité un dangereux reflux du mouvement révolutionnaire sur certains fronts, ce qui risque, si l'on n'y porte remède, de retarder la liquidation du système colonial, de renforcer le néo-colonialisme sous toutes ses formes et d'entraver le déroulement de la lutte pour la libération véritable et le développement économique et social de nos peuples.

Il ne sert à rien de se lamenter sur la mort tragique de notre compagnon Lumumba ou la désagrégation de son parti. De même qu'il ne suffit pas de dénoncer la dégénérescence de tel leader politique ou syndicaliste ou de tel roi ou ministre qui après avoir participé à la lutte nationale, trahit les idéaux qu'il a pu, un moment représenter, pour servir de support aux manœuvres impérialistes et sacrifier les intérêts vitaux de son peuple au nom d'avantages momentanés, réels ou hypothétiques.

L'essentiel est d'expliquer et d'arrêter ce phénomène de reflux qui se traduit par des échecs ou des déboires momentanés.

A la lumière de l'expérience nous pouvons peut-être trouver la cause de ce reflux dans le décalage qui existe entre les aspirations et les potentialités révolutionnaires de nos masses populaires d'un côté et de l'autre les conditions subjectives d'action que leur offrent les organisations actuelles avec leurs mots d'ordres et leurs programmes souvent incapables de mettre ces masses à la hauteur de leurs tâches historiques.

Le rôle d'une organisation comme la nôtre, qui déjà constitue un facteur de mobilisation, de prise de conscience et d'accélération dans le mouvement de libération nationale, est justement de permettre une confrontation susceptible de dégager les voies les plus efficaces pour réduire les risques de reflux ou d'avortement dans la Révolution.

### **Nous devons définir une stratégie et une tactique.**

Il nous faut dépasser le stade de la spontanéité et de l'improvisation qui ont caractérisé la plupart des mouvements de libération nationale.

Les problèmes qui se posent maintenant et qui se poseront dans l'avenir deviennent de plus en plus complexes et ne peuvent être affrontés que par une étude sérieuse et approfondie. Ils se présentent sur des plans différents, selon qu'il s'agit :

— de la poursuite de la lutte de libération nationale contre le système colonial traditionnel.

— de la reconversion des méthodes vis-à-vis du néo-colonialisme.

— ou de l'organisation dans les nouveaux états indépendants de la lutte pour le développement économique et la révolution sociale.

Pour chacun de ces plans, nous avons à définir une stratégie et une tactique authentiquement révolutionnaires qui évitent les erreurs passées, qui déjouent les manœuvres de l'impérialisme et de ses alliés à l'intérieur, enfin qui nous permettent de vaincre les difficultés et de surmonter les contradictions nées de l'indépendance.

Ce travail ne peut se faire que sur la base d'une information précise et complète, d'une analyse scientifique qui ne doit aboutir ni à la surestimation ni à la sous-estimation des forces de l'ennemi.

Actuellement cet ennemi change de tactique. Il devient plus difficile de le détecter et de l'isoler, d'autant plus que, derrière des paravents locaux ou internationaux, il se réimplante ou se fortifie dans les pays d'Afrique ou d'Asie qui ont accédé à l'indépendance politique, profitant parfois des difficultés qui résultent nécessairement de la reconversion des structures économiques, administratives et sociales, coloniales et semi-féodales.

La définition de cette stratégie et de cette tactique constitue l'une des tâches fondamentales de notre Conférence ainsi que des sessions régulières ou extraordinaires de notre Comité Exécutif, afin de préciser le cadre d'action de notre Secrétariat permanent et d'éclairer le combat de nos organisations nationales.

Ainsi nos militants et nos cadres seront idéologiquement mieux armés pour affronter l'ennemi et ses alliés, même dans les formes subtiles de leurs actions. Ils pourront établir la ligne de démarcation nette et précise entre les partisans de l'indépendance et de la souveraineté nationales et de la promotion populaire d'un côté et ceux de la domination, de l'exploitation et de la régression. Ils sauront mettre fin aux mystifications, dégager les mots d'ordre d'une action efficace de libération et d'édification, et dégonfler les fausses idéologies du néo-libéralisme, du pseudo-socialisme, ou autres « ismes » artificiellement créés qui, foisonnent et se diversifient dans l'état actuel de confusion.

### **Les fausses indépendances et l'« Amérique latine » de l'Europe.**

Dans cet ordre d'idées nous avons noté avec une particulière

satisfaction le langage franc et sincère du rapport politique qui souligne que « l'indépendance acquise par certains pays n'est que nominale ».

C'est là la caractéristique fondamentale du néo-colonialisme dont nous devons dégager le sens et le mécanisme profonds pour en mieux déjouer les manœuvres.

La compréhension de la réalité du néo-colonialisme, l'étude précise des moyens qu'il emploie, l'isolement des éléments qui lui servent d'appui dans nos pays, demandent un travail constant d'investigation et de clarification.

La 3<sup>e</sup> Conférence des Peuples Africains tenue au Caire en mars 1961 a eu le mérite de procéder à une telle étude et en a tiré des conclusions dans une résolution devenue célèbre.

Mais en raison de la conjoncture actuellement créée par le Marché Commun Européen et du rôle que sont appelés à y jouer certains nouveaux Etats africains indépendants, il importe de dégager les fondements économiques du phénomène néo-colonialiste générateur des fausses indépendances.

Certes les indépendances « octroyées » par les colonisateurs ne constituent pas une nouveauté dans l'histoire coloniale (Egypte en 1922, Irak en 1932 par exemple). Mais ce qui n'était qu'occasionnel, entre les deux guerres, est devenu une politique conçue avec clarté et appliquée avec persévérance.

Cette orientation du système colonial traditionnel n'est que l'expression d'un changement profond dans les structures du capitalisme occidental. Ce n'est pas par hasard si, dans la politique des pays européens vis-à-vis de leurs colonies, un « libéralisme » croissant est apparu en même temps qu'une modernisation, une américanisation du capitalisme européen.

Après la seconde guerre mondiale, l'Europe Occidentale, par l'aide Marshall et une interpénétration de plus en plus grande avec l'économie américaine, s'est éloignée des structures du XIX<sup>e</sup> siècle pour s'adapter au capitalisme américain : il était donc inéluctable qu'elle adopte également le mode de relations des U.S.A. avec le nouveau monde, autrement dit qu'elle ait aussi son Amérique latine.

C'est là le sens profond notamment de la politique du Général de Gaulle à l'égard des anciennes possessions africaines groupées aujourd'hui dans l'U.A.M.

Elle a consisté en résumé à accorder « généreusement » l'indépendance politique, au besoin en créant des Etats factices, à proposer une coopération dont le but est une prétendue prospérité et dont les bases objectives sont en dehors de l'Afrique.

Est-ce là un phénomène nouveau ? N'est-ce pas dans son essence, la définition de l'impérialisme ?

Mais ce qui est nouveau c'est, dans les relations de l'Afrique avec les puissances coloniales de l'Europe, la tendance qui se

fait jour, en ce qui concerne la domination et l'exploitation directe, et la colonisation de peuplement.

C'est pourquoi nous devons juger d'une manière nouvelle les propositions des puissances européennes et la position des chefs politiques des nouveaux Etats.

Le temps où l'accession à l'indépendance était progressiste est révolu. Seul a un sens progressiste le contenu politique et économique de cette indépendance.

C'est le problème de la nature du pouvoir dans ces nouveaux Etats qui se trouve ainsi posé. Il s'agit alors de savoir si les détenteurs du pouvoir sont l'expression d'une volonté nationale ou les gestionnaires des intérêts colonialistes.

### Le problème du pouvoir.

Il est bien certain que le désir du colonisateur est que le transfert du pouvoir politique qu'il détient se fasse au profit d'un héritier (personnage ou groupe d'intérêts) capable de lui assurer la conduite téléguidée des affaires du nouvel Etat et surtout la continuité du pouvoir économique au bénéfice de la métropole.

Mais l'équation n'est pas toujours réduite au désir du colonisateur, surtout lorsque la volonté populaire dans le pays intéressé s'exprime à travers un mouvement de libération nationale. Ce qui conduit aux multiples solutions que nous offre l'expérience actuelle.

Nous connaissons les cas extrêmes de la Chine Populaire, du Vietnam et de Cuba, par exemple, où la lutte commencée au niveau de la libération nationale s'oriente vers la révolution économique et sociale grâce à la prise du pouvoir par l'Armée populaire au lendemain de la victoire totale sur les forces coloniales ou réactionnaires.

A l'opposé se trouvent les solutions purement néo-colonialistes.

Entre ces extrêmes le problème du pouvoir trouve des solutions intermédiaires par suite de négociations qui aboutissent à des compromis qui dépendent du rapport des forces des deux partenaires. Mais l'expérience montre qu'un même chemin conduisant à l'indépendance peut aboutir à des solutions différentes au problème du pouvoir.

Dans le cas de l'Algérie par exemple, le compromis intervenu à Evian est un compromis révolutionnaire, c'est-à-dire qu'il permet d'avoir un acquis certain, qui est la reconnaissance de l'indépendance de l'Algérie, et qu'il ne ferme aucune des perspectives de la Révolution, dans la mesure où l'instrument de celle-ci est sauvegardé, à savoir les forces armées du F.L.N.,

avant-garde du peuple algérien combattant. Mais nous avons bien vu, durant des mois, les manœuvres néo-colonialistes se dérouler avec un objectif persévérant : fausser au départ la solution du problème du pouvoir et faire en sorte que le compromis d'Evian soit nuisible aux intérêts fondamentaux de la révolution populaire algérienne.

En Guinée, même si l'opération s'est déroulée sans que le sang ait coulé, il n'en est pas moins vrai que le pouvoir a été récupéré au profit du peuple grâce à l'action et la vigilance du Parti Démocratique de Guinée.

Dans le cas du Maroc, le pouvoir que détenaient les protectorats français, espagnol et international a été transféré — sous la pression du mouvement de libération — non pas au Roi seul, pourtant théoriquement le Souverain, mais à une coalition comprenant les forces populaires. Il a fallu plus de six ans avant que les héritiers agréés par les intérêts colonialistes réussissent à accaparer le pouvoir et à se faire consacrer en décembre 1962 par une Constitution préfabriquée, n'hésitant devant aucun moyen, depuis la corruption et la falsification jusqu'à la violence et la répression.

La méthode pseudo-constitutionnelle a été également employée en même temps par le néo-colonialisme pour consolider le régime fasciste de la Corée du Sud.

De même nous trouvons au Kenya des tentatives obstinées d'imposer une coalition préfabriquée pour préparer ultérieurement le transfert du pouvoir exclusif à l'héritier présomptif de l'autorité britannique.

Que devons-nous conclure après ce tour d'horizon ?

Que la question fondamentale dans notre mouvement de libération nationale est celle du pouvoir politique : il faut veiller à ce que l'indépendance se traduise immédiatement par le transfert effectif et total du pouvoir aux représentants authentiques de la Révolution nationale dans le pays intéressé, même si cela devait occasionner la reprise de la lutte armée.

Le rôle primordial d'une révolution nationale est d'abord de s'emparer de la machine de l'Etat colonial pour la mettre au service du peuple.

La condition pour que l'indépendance n'aboutisse pas à la création d'un Etat néo-colonialiste est naturellement l'existence d'une organisation populaire dont la direction doit être farouchement convaincue qu'en dehors du pouvoir politique et économique, tout le reste est réverie. Elle doit être prémunie contre les risques de dégénérescence après la prise du pouvoir, rester attentive aux manœuvres de l'impérialisme et de ses alliés à l'intérieur et être prête à donner à tout moment la riposte à l'agresseur, quel qu'il soit.

**Ne pas être dupe des autres.**

Maintenant quelle doit être l'attitude du Mouvement de la Solidarité des Peuples Afro-Asiatiques devant cette diversité de situations créée par les différentes solutions aux problèmes du pouvoir ?

La question est délicate parce qu'elle risque de conduire à certaines ingérences dans les affaires intérieures des nouveaux Etats indépendants ; ce que nous ne nous permettrons jamais, car pour chaque pays le choix du Gouvernement est exclusivement l'affaire de son propre peuple.

Cependant, comme l'a dit le Président Julius K. Nyerere dans le discours d'ouverture de notre Conférence, nous ne devons pas « être les dupes des autres » (to become dupes for other people). La question posée par le même discours reste entière : « qui va contrôler l'Afrique ? » (Who is going to control Africa ?).

Cette question n'est que le corollaire de la solution donnée au problème du pouvoir dans chaque Etat.

De la réponse à cette question dépend pour chaque pays le maintien ou la disparition des structures coloniales et féodales et des bases militaires, le choix de la voie pour le développement économique et social soit au profit d'une caste soit au bénéfice du peuple, d'une façon générale l'orientation de la politique intérieure et extérieure.

De la réponse à cette question dépend pour l'ensemble du continent africain le sens qui sera donné à l'Unité Africaine, à l'échelon des Etats dont tous les Chefs se retrouveront dans quelques mois à Addis Abéba.

Sans cultiver un complexe quelconque à l'égard du néo-colonialisme nous pouvons affirmer, sans risque d'être contredits, que celui-ci ne ménage aucun effort pour que les réponses lui soient favorables au détriment des intérêts vitaux et des droits de nos peuples même quand il sait que le dernier mot appartiendra toujours aux peuples.

**Vigilance et solidarité.**

Cependant ce qui est acquis, même une indépendance octroyée, constitue toujours une base de départ pour assurer de nouvelles avancées sur la voie de la libération totale et du progrès.

Notre devoir est de parler ouvertement et franchement à nos masses afin de leur éviter les désillusions résultant d'une fausse quiétude. Il importe de promouvoir et de développer chez elles

le sentiment de vigilance qui les rendra toujours attentives aux manœuvres de l'impérialisme, sans fermer les yeux sur nos propres faiblesses et nos erreurs.

Sur le plan national de chaque pays nous devons, en tant que mouvement de solidarité des peuples afro-asiatiques, porter une attention particulière au combat quotidien qui s'y livre, aider à l'amélioration, même partielle, du sort de ses masses laborieuses, éduquer et organiser le peuple, élever sa conscience et accumuler chez lui le potentiel révolutionnaire afin qu'au moment propice il puisse accéder au pouvoir. Ne pas relâcher alors notre solidarité, mais l'aider à faire face à toute intervention étrangère ou contre-révolutionnaire.

Sur les plans inter-africain, inter-asiatique, afro-asiatique, nous devons également saluer comme positive toute tentative de rapprochement, de regroupement ou d'unité, pourvu qu'elle soit l'expression authentique des volontés nationales, même s'il existe des divergences ou des contradictions momentanées d'intérêts. Les principes sur lesquels se baseront ces rencontres resteront ceux de la complète égalité en droits, la coopération mutuelle et l'indépendance de chacun.

Le succès de cette double action à l'échelon national et dans le domaine international, réside dans le sentiment de fraternité et de solidarité inné chez tous les peuples, et dans leur conscience de plus en plus profonde de notre commune destinée.

C'est dans la lutte commune de nos organisations populaires contre toutes les formes d'exploitations coloniale, capitaliste et féodale, et à travers les succès de cette lutte que nous développerons cette conscience commune et que s'établiront des relations internationales nouvelles au service de l'homme.

Ce sera le rôle historique de notre conférence d'avoir tracé ce cadre d'action et d'avoir apporté aux masses africaines et asiatiques la lumière qui éclairera leur combat pour la libération nationale, pour la démocratie et le progrès et pour la paix universelle.